

TURQUIE

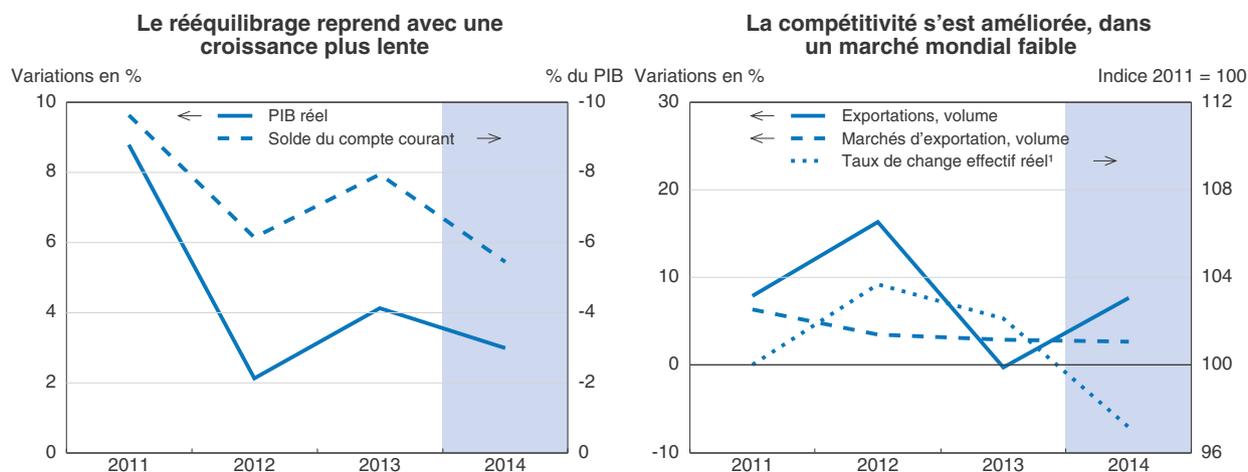
La croissance s'est essoufflée en 2014. Dans un contexte marqué par l'ampleur du déficit de la balance courante, la volatilité accrue des flux de capitaux et les incertitudes politiques, les mesures prises pour freiner la demande intérieure ont entraîné un ralentissement brutal de la consommation et de l'investissement du secteur privé. Ce ralentissement a été compensé dans une certaine mesure par un redressement des exportations. Sur fond de vives tensions géopolitiques régionales et de reprise molle en Europe, les exportations devraient rester en demi-teinte et la croissance du PIB, à 3 ¼ pour cent en 2015 et 4 % en 2016, devrait être relativement modeste pour la Turquie. Le déficit des paiements courants devrait rester supérieur à 5 % du PIB et, compte tenu de l'ampleur des besoins de refinancement à court terme de sa dette extérieure, la Turquie est exposée aux changements de perception des investisseurs internationaux.

L'inflation étant bien supérieure à l'objectif visé en dépit de l'ample volant de ressources inutilisées, il est primordial de renforcer la crédibilité de la politique monétaire. Les comptes de l'administration centrale ne donnent à voir aucun signe d'assouplissement budgétaire dans le cadre du processus électoral en cours. Néanmoins, il n'est pas possible d'évaluer avec précision les résultats budgétaires des administrations publiques en temps utile. Il conviendrait donc d'améliorer la surveillance et la transparence budgétaires suivant les normes internationales. Il faudra procéder à des réformes structurelles, notamment à celles présentées dans le Plan national de développement 2014-18, pour stimuler la productivité des entreprises et parvenir à des gains de compétitivité durables et à une croissance équilibrée.

La demande intérieure s'est contractée

Une croissance excessive de la demande intérieure a porté le déficit de la balance courante à près de 8 % du PIB en 2013. Une politique de rigueur et la baisse des cours du pétrole ont considérablement réduit la demande intérieure, qui s'est contractée au premier semestre, et les besoins de financement extérieur en 2014. Le relèvement des taux

Turquie



Note : 2014 inclut les projections des trimestres manquants.

1. Sur la base de l'IPC. Une augmentation indique une appréciation.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 96.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933172592>

Turquie : **Demande, production et prix**

	2011	2012	2013	2014	2015	2016
	Prix courants milliards de TRY	Pourcentages de variation, en volume (prix de 1998)				
PIB aux prix du marché	1 297.7	2.1	4.1	3.0	3.2	4.0
Consommation privée	923.8	-0.5	5.1	0.8	2.8	3.3
Consommation publique	180.7	6.1	6.2	4.3	2.8	4.2
Formation brute de capital fixe	283.2	-2.7	4.2	-2.0	5.7	7.3
Demande intérieure finale	1 387.7	0.0	5.1	0.8	3.3	4.2
Variation des stocks ¹	22.5	-1.4	1.4	0.0	0.1	0.0
Demande intérieure totale	1 410.2	-1.4	6.4	0.8	3.5	4.2
Exportations de biens et services	311.1	16.3	-0.3	7.6	4.6	6.1
Importations de biens et services	423.7	-0.4	9.0	-0.2	5.2	6.6
Exportations nettes ¹	- 112.5	4.0	-2.9	2.0	-0.4	-0.4
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	—	6.9	6.1	7.7	6.5	4.2
Indice des prix à la consommation	—	8.9	7.5	9.0	7.4	6.8
Déflateur de la consommation privée	—	8.1	6.1	8.5	6.6	6.1
Taux de chômage	—	8.4	9.0	9.9	10.1	10.2
Balance des opérations courantes ²	—	-6.1	-7.9	-5.4	-5.1	-5.6

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

2. En pourcentage du PIB.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 96.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933173380>

d'intérêt et l'adoption de mesures macroprudentielles ont abouti à une stabilisation des encours de cartes de crédit et à une décélération des crédits à la consommation et des prêts aux entreprises. La volatilité des entrées de capitaux et les incertitudes politiques liées à un processus électoral qui se prolonge ont affaibli la consommation et l'investissement du secteur privé.

Les exportations sont reparties à la hausse, mais subissent des vents contraires

Profitant de la brusque dépréciation de la monnaie à la fin de 2013, les exportations sont reparties à la hausse en 2014. Malgré une situation régionale très défavorable aux frontières mêmes de la Turquie, les exportateurs ont réussi à réorienter leurs ventes vers des marchés tels que les États-Unis et l'Espagne. Sur fond de tensions géopolitiques inquiétantes et de mollesse de l'activité en Europe, la confiance et les perspectives d'investissement restent dégradées dans le secteur des entreprises.

La confiance des investisseurs internationaux est cruciale

Il sera primordial que les investisseurs conservent leur confiance dans la solidité de la politique macroéconomique. Le financement du volumineux déficit des paiements courants et le refinancement de l'ample dette extérieure des sociétés financières et non financières exigeront des ressources extérieures considérables. Compte tenu du risque de volatilité accrue des marchés de capitaux mondiaux lié à la normalisation de la politique monétaire aux États-Unis, la Turquie devra

garder la confiance d'investisseurs plus sélectifs et moins enclins à prendre des risques.

La politique monétaire doit regagner en crédibilité

Nettement supérieure à l'objectif officiel de 5 %, l'inflation inquiète les investisseurs détenant des actifs turcs. Malgré l'ampleur de l'écart de production estimé, l'inflation globale et sous-jacente se situent dans la partie haute de la fourchette des taux à un chiffre, et les anticipations d'inflation ne sont pas ancrées à l'objectif officiel. Même si les prix élevés des produits alimentaires et les répercussions de la dépréciation du taux de change ont contribué au dépassement de l'objectif d'inflation, un resserrement de la politique monétaire s'impose pour faire refluer l'inflation, indépendamment de la situation conjoncturelle de l'économie. Cette politique monétaire se doit, en outre, d'être transparente pour susciter la confiance et gagner en crédibilité.

Il faudrait améliorer la transparence budgétaire

Les autorités disposent des marges de manœuvre budgétaires nécessaires pour prendre des mesures de relance conjoncturelle, mais elles se sont montrées peu enclines à les utiliser, car la rigueur budgétaire est le fondement de la crédibilité internationale de la Turquie. Le programme économique à moyen terme publié en octobre 2014 a annoncé un resserrement budgétaire procyclique pour la période considérée, mais les autorités pourraient aussi prendre des mesures de relance en recourant à des instruments extrabudgétaires, tels que des partenariats public-privé (PPP) dans les secteurs des transports, de la santé et du logement social. Le manque de données budgétaires actualisées établies sur la base des droits constatés rend la situation difficile à évaluer. Une plus grande transparence budgétaire renforcerait la confiance dans les finances publiques et contrebalancerait les risques de mesures anticycliques.

Une reprise progressive est anticipée

La croissance devrait s'accélérer, mais pas suffisamment pour empêcher une montée du chômage. La consommation et l'investissement du secteur privé devraient se redresser progressivement au fur et à mesure que la reprise prendra corps sur les marchés européens, et que le processus électoral suivra son cours en Turquie. Il existe des risques à la baisse comme à la hausse. Une nouvelle aggravation des conflits régionaux, des tensions sur les marchés de capitaux mondiaux et une reprise qui continuerait à se faire attendre en Europe pourraient freiner la croissance en Turquie. Une transmission des tensions internationales à la scène politique intérieure pourrait saper la confiance. À l'inverse, des mesures d'assouplissement quantitatif en Europe pourraient dynamiser les exportations et les entrées de capitaux, et renforcer ainsi la croissance.



Extrait de :
OECD Economic Outlook, Volume 2014 Issue 2

Accéder à cette publication :
https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2014-2-en

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2014), « Turquie », dans *OECD Economic Outlook, Volume 2014 Issue 2*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2014-2-43-fr

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région. Des extraits de publications sont susceptibles de faire l'objet d'avertissements supplémentaires, qui sont inclus dans la version complète de la publication, disponible sous le lien fourni à cet effet.

L'utilisation de ce contenu, qu'il soit numérique ou imprimé, est régie par les conditions d'utilisation suivantes :
<http://www.oecd.org/fr/conditionsdutilisation>.